

Les nouveaux programmes du primaire : retour en arrière ou fuite en avant ?

Philippe Meirieu

Bloc-notes du 3 mars 2008

<http://www.meirieu.com>

La présentation des nouveaux programmes de l'école primaire, dans le droit fil des décisions annoncées par Nicolas Sarkozy, dans son discours de Périgueux, marque une nouvelle étape dans l'offensive contre l'école et contre la pédagogie.

Les spécialistes de mathématiques et de français, en particulier, ont déjà montré le caractère absurde de certaines préconisations de ces nouveaux programmes. Un peu partout, on entend qu'il s'agit d'un retour au passé. Certains le regrettent, d'autres, au contraire, se réjouissent de ce retour au passé en disant qu'enfin « le bon sens » est revenu, et que les valeurs traditionnelles fondatrices de la République sont de retour.

Je voudrais insister sur le fait qu'il ne s'agit *nullement* d'un retour au passé, mais bien d'une fuite en avant vers une école qui n'a *jamais* existé, une école qu'on nous prépare et qui se met en place sous nos yeux de manière très largement invisible mais extrêmement efficace : une école complètement libéralisée.

Cette école libéralisée, c'est une école qui, d'abord, plie devant la pression consumériste. Non que tous les parents soient de vilains consommateurs d'école, mais ils sont inquiets, et cherchent naturellement à connaître les résultats de l'école de leur enfant, à obtenir de bons résultats qui garantissent l'avenir pour leur enfant. Alors on leur fournit des résultats. Et on réduit les programmes à ce qui permet d'obtenir des résultats contrôlables, quantifiables, publiables, comparables. Ainsi l'école perd sa spécificité : elle devient une *entreprise* – une entreprise avec des *input* et des *output*, une entreprise dont, décidément, l'élève n'est plus au centre, une entreprise qui

fabrique des produits calibrés. Des produits dont le seul mérite est de pouvoir être mis sur le *marché* et comparés entre eux.

Et puis, deuxième élément, corollaire du premier, nous sommes dans une fuite en avant parce que nous abandonnons, progressivement, les objectifs à moyen et à long terme de l'éducation. Ces objectifs consistent à lier, dans le même acte, transmission et émancipation. À développer par la recherche expérimentale, par le travail documentaire, la pensée critique, la pensée créatrice. À développer aussi l'intelligence du monde, de la complexité du monde. Eh bien, nous reculons sur tout cela.

Nous reculons sur tout cela pour ne plus concevoir les savoirs que dans une vision extrêmement géométrique, comme des cubes que l'on empile. Cubes que l'on empile au détriment d'un projet pour l'homme, d'un projet pour la société... projet, pourtant, de plus en plus important, de plus en plus décisif dans l'environnement où nous vivons, et projet auquel ne suffiront pas, ne viendront pas se substituer les quelques leçons de morale qu'on nous propose. Quand toute la télévision est organisée sur le principe du « maillon faible », quand la finance est tout entière construite sur le principe du profit maximum, quand, un peu partout dans le show-biz, c'est « n'importe quoi pourvu que ça rapporte », on peut s'interroger sur l'efficacité de ces leçons de morale qu'on va asséner aux élèves, et dont les contre-témoignages sont si évidents. Il vaudrait mieux leur faire vivre d'autres situations et leur montrer la fécondité d'autres pratiques que celles qui dominent dans la société libérale.

En réalité, ce que l'école de Nicolas Sarkozy représente, c'est l'incarnation dans le domaine scolaire de ce qu'il porte dans le domaine social et politique, c'est-à-dire, au fond, l'idéologie libérale autoritaire. Idéologie libérale, c'est-à-dire concurrence – concurrence entre les établissements, concurrence entre le privé et le public. Et idéologie autoritaire parce qu'au sein de chaque établissement, c'est l'autorité qui l'emporte, l'autoritarisme : une autorité qui se décrète, qui ne se discute pas, une autorité dont on n'apprend pas à interroger la légitimité, une autorité qui n'autorise pas, qui ne forme pas des citoyens.

Un peu partout, ce modèle libéral autoritaire est en train de se développer, et on comprend bien qu'il se développe. On le comprend, puisque le libéralisme économique laisse la bride sur le cou à une multitude de pratiques qui, de fait, développent l'excitation chez les enfants, qui, de fait, suscitent des comportements préoccupants qui inquiètent aussi bien les maîtres que les parents. Et on comprend bien que, par rapport à cela, la tentation soit grande de peser sur le couvercle de la marmite, de multiplier les systèmes de contention, de développer l'autorité, l'autoritarisme, comme étant la seule solution à ce que l'on a élaboré, construit, mis en place par ailleurs, et à ce à quoi on ne touche pas, c'est-à-dire la société libérale et commerciale qui fait de l'exploitation des pulsions de l'enfance l'un des principes majeurs de son fonctionnement.

Contre tous ceux qui pensent que nous sommes là devant un retour, je prétends que nous sommes là devant le début de quelque chose d'exceptionnellement grave qui, si cela se concrétisait, mettrait en péril d'une manière extrêmement forte la fonction même de l'école. La fonction d'une école qui doit, au sein de projets, développer le sens de la solidarité,

développer la capacité à anticiper, développer la capacité à s'impliquer, développer la capacité à chercher de manière exigeante des connaissances et à se les approprier. Au fond, ce qui est écarté radicalement dans ces nouveaux programmes, c'est ce que nous appelons la pédagogie de projet : une pédagogie qui tente d'articuler étroitement la recherche et la formalisation.

Les pédagogues – qu'on le sache bien – ne sont pas les adversaires des exercices. Ils savent qu'il faut des exercices. Mais ils pensent que ces exercices, pour être formateurs, doivent s'inscrire dans un projet qui leur donne sens, et doivent permettre des acquisitions qui sont réinvesties ; que ces exercices doivent s'inscrire dans le développement et la formation de la personne. On nous propose aujourd'hui des programmes centrés sur des exercices sectorisés, sur des exercices fragmentés, sur des exercices découpés : on nous propose un programme behaviouriste. On nous propose un programme conforme à l'idéologie libérale de l'entreprise qui me semble produire des effets aussi désastreux sur les adultes qu'aujourd'hui sur nos enfants... aussi désastreux, demain, sur nos enfants que sur les adultes aujourd'hui.